

Les socialistes de Paris estiment que l'attitude d'Israël depuis 1967 rendait l'affrontement inévitable

La fédération de Paris du parti socialiste, estimant que « les combats du Proche-Orient semblent se stabiliser et laisser place à l'intervention diplomatique », souhaite que, après le cessez-le-feu, la négociation « conduise simultanément à la restitution, par Israël, de tous les territoires conquis, à la mise en place d'un Etat palestinien pleinement souverain et à la reconnaissance diplomatique de cet Etat et d'Israël par les belligérants et l'ensemble des puissances ».

« Si le martyr du peuple juif, pendant la guerre, lui donne droit à la solidarité internationale, poursuit la fédération, les conditions scandaleuses dans lesquelles sont parqués, depuis vingt-cinq ans, des centaines de milliers de Palestiniens sont également un sujet de honte pour l'humanité. Elle « constate que si la lenteur mise par les Etats arabes à accepter la négociation avec Israël a été un élément de blocage diplo-

matique, le refus permanent d'Israël, depuis 1967, d'évacuer les territoires conquis, a rendu l'affrontement inévitable ».

Le premier secrétaire de la fédération de Paris du P.S. est M. Jacques Guyard, qui est appuyé par une majorité défendant les thèses du CERES.

[N.D.L.R. — La prise de position de la fédération de Paris du P.S. est nettement plus critique à l'égard d'Israël que la motion adoptée par le bureau exécutif du parti mercredi 10 octobre. Non seulement il n'est plus fait référence à la nécessité de doter l'Etat hébreu de « frontières sûres », mais en outre les socialistes de Paris estiment que tous les territoires conquis en 1967 doivent être restitués alors que M. Mitterrand a sur ce point une position très nuancée (« le Monde » du 13 octobre). Enfin la fédération de Paris rend Israël responsable de l'affrontement, ce qui n'était pas le cas dans le texte officiel du P.S.]